

2^{ème} FORUM FRANCO-ALLEMAND DE LA MÉDITERRANÉE

organisé par le centre franco-allemand de Provence,
la Fondation Friedrich-Ebert, Bureau de Paris,
et l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)

Scénarios euro-méditerranéens

AIX-EN-PROVENCE
24 - 26 NOVEMBRE 2005

jeudi 24 novembre - 18h 30 à 20h 00 : conférences (Sidamhed Ghozali et Philippe San Marco)
Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, 5 rue du Château de l'Horloge - Aix-en-Provence

vendredi 25 novembre - 9h 00 à 18h 00 : Tables rondes
Hôtel Aquabella, 2 rue des Étuves - Aix-en-Provence

samedi 26 novembre - 9h 30 à 12h 30 : Ateliers
Institut d'Études Politiques, 25 rue Gaston de Saporta - Aix-en-Provence

Renseignements : Centre franco-allemand de Provence, tél : 04 42 21 29 12 - www.cfaprovence.com



* * *

Je vous propose une méditation sur le processus euro-méditerranéen en essayant de me protéger de l'affectif. Je dis cela parce que pour les Français, singulièrement pour les gens du sud de la France, nous abordons là un domaine où les émotions souvent nous submergent. Il faut donc essayer de nous en protéger nous-mêmes, au moins dans un premier temps, ne serait-ce que pour s'y abandonner totalement dans un deuxième temps.

C'est dire que je souhaiterai aborder des questions peut-être un peu difficiles ou en tous les cas des questions qui sont souvent difficiles à dire et donc probablement que je ne dirai pas bien et je vous demande de m'en excuser par avance. Je crois qu'il y a des sillons qu'il faut ouvrir si l'on veut sortir du désenchantement dans lequel nous vivons. Et disons-le également d'emblée, je dois dire à nos amis allemands que dans cette affaire nous avons besoin d'eux pour justement nous protéger de nos propres démons et nous apporter une expérience sur la mémoire et sur l'histoire, qui est ce qu'elle est, qui est exceptionnelle.

La méditation que je voudrais vous proposer est structurée autour de **quatre espaces d'idées**.

Premier espace de réflexion, puisque l'on nous parle de scénario euro-méditerranéen, cela suppose qu'il y a un scénariste, quelqu'un qui écrit. Donc, d'abord, avant d'aller plus loin, **qui sont les acteurs de la zone ?**

Un deuxième espace de réflexion visera **les critiques faites au processus dit de Barcelone**, euro-méditerranéen. Nous devons veiller avant d'aller plus loin, au moment du dixième anniversaire, de ne pas nous tromper dans ces critiques. "Le bilan n'est pas enchanteur", c'est le moins que l'on puisse dire. Raison de plus pour ne pas nous tromper sur les critiques.

Attention à se faire plaisir dans la formulation d'un certain nombre de critiques, cela nous permettra –et ce sera le troisième espace de réflexion que je vous proposerai– d'essayer **d'aborder des questions difficiles**, en tous les cas peut-être impossibles à aborder dans des instances internationales, mais qui sont des réalités, des écueils, qui sont devant nous.

Et puis un dernier espace de réflexion veillera, tous ces préalables étant dits, à ce que peuvent être grossièrement et globalement **les perspectives** de scénario.

Tout d'abord, quels sont les acteurs de la zone ?

Mesdames et messieurs, il y a quelques semaines, lorsque les responsables européens étaient réunis pour décider si, finalement, les négociations

relatives à l'adhésion de la Turquie allaient commencer oui ou non –on n'est jamais qu'en partenariat que depuis 1963, la question mérite donc peut-être en effet d'être posée– et que nous étions sur une hypothèse de blocage, la presse a rapporté sans qu'il n'y ait de démenti que c'est Condoleezza Rice qui a téléphoné à son homologue autrichien pour lui demander de lever son veto à la discussion à l'ouverture des négociations, en échange de l'acceptation de la candidature de la Croatie, qui jusqu'à présent était bloquée pour des raisons qui tout à coup étaient levées. Je veux parler des criminels de guerre recherchés qui le sont toujours.

Personne ne s'est plaint de la manière dont les choses se sont passées. La France, qui s'était encore agitée sur cette question turque quelques semaines ou quelques mois auparavant, a disparu de la scène. Bref, il y a un grand acteur dans la zone, ce sont **les Etats-Unis d'Amérique**. Et donc, si on veut prendre conscience des scénarii possibles, attention aux premiers scénaristes en chef qui sont les responsables américains, même s'ils ne sont pas les plus impliqués en termes commerciaux ou d'échanges humains, etc. Mais ce sont eux qui sont capables de faire la paix et la guerre, ce qui dans l'histoire des humains est quand même le clivage le plus important.

On le voit en Irak aujourd'hui, on ne peut pas parler de scénario euro-méditerranéen si l'on continue d'avoir ainsi le feu et le sang qui continuent et qui s'amplifient même dans la zone concernée. Je signale que ce qui se passe en Syrie en ce moment est également extrêmement inquiétant et, là-dessus, ce sont bien les Etats-Unis d'Amérique qui sont les principaux acteurs.

Ils ont des clients, qui ne sont pas n'importe lesquels. Ils ont une vision politique de la zone du grand Moyen-Orient, qui a été traitée presque de manière ridicule par les autorités françaises, n'empêche que c'est quelque chose qui s'avance, qui est structuré, qui est pensé. Est-ce que cela réussira ou pas ? C'est autre chose. Mais il y a là une volonté et une ambition. Ils négocient au cas par cas les exemptions en conséquence de l'élaboration d'une justice internationale, ce qui est également quelque chose extrêmement important. Ils négocient des accords commerciaux de libre échange, alors que, nous, nous avons tant de mal ailleurs. Ils exercent une attraction universitaire croissante et qui est en train de devenir plus importante que ce à quoi nous étions habitués jusque-là.

Et il y a quelques semaines, ils ont réuni à Bahreïn le Forum de l'Avenir, c'est-à-dire que l'anniversaire de Barcelone ne leur avait pas échappé : il y a eu une autre célébration, il y a quelques semaines à Bahreïn. Donc, il y a un premier scénariste très important, les Etats-Unis d'Amérique.

Le reste du monde n'est pas absent pour autant. Chacun aura compris, avec la levée des quotas textiles, que **la Chine** est là et qu'elle est en train de bousculer tout le monde et d'abord les gens du Sud de la Méditerranée. **L'Inde** n'est pas loin : les questions agricoles, on le voit, vont faire apparaître clairement que ce pays est un des principaux pays du monde et qu'il va compter de manière tout à fait inattendue pour ceux qui ne suivent pas les affaires. Sans oublier **le Japon**, qui continue de payer très régulièrement et qui est un des principaux financeurs de la zone.

J'ai cité là quelques pays individuellement, mais il y a également ce qui se passe de manière internationale au sein de **l'Organisation Mondiale du Commerce**, au sein de laquelle de grands ensembles se sont structurés, apparaissent, s'affrontent, de manière pacifique mais s'affrontent. Or, dans cette

affaire, la Méditerranée Sud n'apparaît pas, alors que d'autres grands regroupements se sont constitués à cette occasion.

J'en arrive aux acteurs auxquels on pense spontanément, qui sont évidemment **l'Union Européenne**, donc les pays du Sud de la Méditerranée. Mais il est clair pour tout le monde que, de toute façon, l'Union Européenne n'a pas prise sur la paix et la guerre. C'est peut-être aussi bien d'ailleurs, mais c'est une donnée, cela veut dire qu'on laisse cela à d'autres.

L'affaire de l'Irak est évidemment grave, au-delà du problème irakien lui-même, grave pour l'Union Européenne qui a été hélas en division et finalement a laissé un certain nombre de ses membres parmi les plus importants ou parmi les nouveaux suivre les États-Unis dans l'aventure. Le célèbre couple franco-allemand, dont on continue de se féliciter et nous sommes contents que Mme Angela Merkel ait fait sa première visite à Paris, montre bien que là il faut faire attention, rien n'est acquis. Ce couple franco-allemand, aujourd'hui, en tous les cas, en l'occurrence, n'est pas apparu comme opérant.

Quant à l'Est de l'Europe, on a découvert qu'ils étaient atlantistes ; la belle affaire ! Au sortir de décennies de communisme, ils se sont embrigadés derrière le patron de l'OTAN.

Au-delà de l'Irak, ce qui se passe en ce moment sur le dossier de l'atome iranien est également quelque chose qui montre une Europe probablement incapable de prendre ses responsabilités. Dans le cas de l'Irak, on a vu ce qu'il en est. Dans le cas de l'Iran, c'est presque plus grave. On peut s'interroger sur ce que font la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France dans cette affaire. Ne servent-ils pas de caution à la politique des États-Unis, espèce d'édredon en attendant que les choses finalement deviennent sérieuses ? C'est d'autant plus étonnant, en tous les cas pour parler des Français, car n'oublions pas que c'est nous qui avons quand même largement participé à la constitution de l'équipement atomique de l'Iran et de l'Irak. Ce sont les Israéliens qui ont réglé le problème en bombardant l'usine en 1981.

Ce qui se passe en ce moment en Syrie, où là, pour le coup, nous avons la France et l'Allemagne, la France de manière peut-être plus visible, l'Allemagne par le biais de la personnalité du magistrat qui agit, qui est en train de participer qu'on le veuille ou non, à encore une gesticulation des États-Unis d'Amérique qui après avoir considéré que le Liban, c'était aussi bien de le laisser sous la paix syrienne en remerciement de l'engagement de la Syrie dans la première Guerre du Golfe, maintenant tout à coup il faut tout changer ! Là encore, que fait l'Union Européenne ? Donc, soit elle est divisée, soit elle ne fait rien, soit elle est ambiguë, sans parler du spectacle navrant de ce qui se passe évidemment entre Israël et la Palestine, où nous assistons –je parle des européens– (...), qu'il vaut mieux intégrer avant de commencer des rodomontades ou de verser dans l'invective.

Un deuxième exemple pour essayer d'analyser cet acteur de l'Union Européenne dans la zone. Il est quand même profondément marqué par son expérience des Balkans : Srebrenica, le dénouement du Kosovo, ce sont des échecs gravissimes de l'Union Européenne, dont on ne s'est sorti que parce que les Américains sont arrivés et ont tapé. Mais pendant des années, on concilie, etc., petites rivalités allemandes, on se rappelle la présence de Mitterrand à Sarajevo dans une grande confusion, la reconnaissance de la Croatie par l'Allemagne. On sentait que remontaient des mémoires encore pas digérées, issues de la première

guerre mondiale et des alliances qui avaient été faites à ce moment-là par les uns et par les autres.

Nous célébrons en ce moment le dixième anniversaire des accords de Dayton. Comme son nom l'indique, c'est une base américaine ; là, la pax americana, c'est un copié, fini la récréation, vous signez là ! Dix ans après, on re-convoque les mêmes et on leur dit : "Maintenant, vous allez signer autre chose". Et ils vont signer autre chose ! Ce qui montre que, quand même, là il y a quelqu'un qui est capable d'imposer sa loi et dont on peut remarquer d'ailleurs que la perspective politique économique et sociale, c'est : "Vous allez adhérer à l'Union Européenne". Il y a une espèce de partage des rôles qui est extrêmement amer : il y a papa, d'un côté, qui est capable de frapper, et il y a maman, qui paye et qui console ! Mais cela veut dire que le tiers est éternellement un enfant. On le voit bien dans le cas des Balkans. Il faudrait faire attention dans la manière dont on s'exprime sur la Méditerranée Sud, où il y a une espèce de jeu de rôles qui peut nous amener à cautionner ce type d'attitude.

Encore un autre élément de paralysie de l'Union Européenne, chacun l'a compris, la Constitution est bloquée. Ce n'est pas grave en soi, c'est grave pour soi, c'est grave pour ce qui était, pour ce que cela va signifier de choses que l'on ne pourra pas faire et en particulier en politique étrangère. Une présence de la Grande-Bretagne, qui était partie pour être flamboyante sur la base de l'échec du référendum en France, se termine probablement, mais on verra et je souhaite me tromper, dans pas grand-chose. Essayons au moins d'avoir un budget ! Tout ceci n'est pas sans conséquence sur la zone qui nous concerne.

Au fond, l'Union Européenne, acteur de la zone, est évidemment confrontée à une mutation existentielle profonde, autant le reconnaître ! Nous ne sommes plus à l'Union Européenne faite pour la réconciliation des Français et des Allemands auxquels on ajoute des témoins de bonne tenue, Bénélux et Italie. Nous ne sommes plus dans la zone de prospérité face au rideau de fer et aux régimes communistes. Nous sommes dans quelque chose de nouveau, qui peut être plus évident, l'Europe prend son espace, mais qui, du coup et en même temps, est moins volontaire : c'est comme cela parce que c'est ainsi. Là, il est difficile de tenir des politiques longtemps sans qu'il n'y ait une structuration politique qui la motive.

Bref, cette Europe –je tire le trait évidemment– n'est pas nécessairement portée à une grande ambition méditerranéenne. Ses nouveaux membres n'ont pas participé à cette histoire et, disons-le, c'est une zone qui peut paraître comme une zone économiquement marginale, même si c'est faux, politiquement risquée, ceci est plus évident. En tous les cas, il est clair que c'est une frontière et par rapport à laquelle il faut se protéger.

Derniers acteurs de la zone, les Etats de la Méditerranée du Sud, soit pris séparément en tant qu'Etats, soit globalement. Sid Ahmed Ghozali l'a très bien dit, je n'y reviendrai pas, les difficultés y sont énormes. Peut-être pourrais-je dire, plus que lui, que les gouvernements quels qu'ils soient ont fait, dans les dix dernières années, de gros efforts. En même temps, les résultats sont moins rapides que l'évolution des problèmes. Donc, ce n'est pas parce que vous allez à la bonne vitesse, si les problèmes sont plus rapides que vous, vous êtes submergés, ce qui est le cas. Donc, c'est tout le problème de la transition et de la difficulté de celle-ci.

Et en tant qu'ensemble, je n'y reviens pas non plus, il y a eu un sommet l'année dernière à Agadir qui a créé la zone de libre échange entre le Maroc, la

Tunisie, l'Egypte et la Jordanie. Déjà quand on voit ce que cela veut dire sur une carte, on n'a pas commencé par le plus facile. La vérité, c'est un espace totalement cloisonné et divisé, dont le poids relatif dans l'économie mondiale est à la baisse, c'est une donnée statistique, avec un **nombre de populations illettrées et analphabètes énorme**, évidemment avec une majorité de femmes dans celles-ci, des jeunes qui vont arriver sur le marché du travail dans les cinq ans qui sont en nombre colossal, alors même que ces jeunes, majoritairement, ne souhaitent qu'une chose, c'est de s'exiler.

Un ensemble dans lequel l'Etat est fragile et où d'ailleurs sévissent des bandes. On l'a vu en Algérie dans la période la plus critique mais on le voit aujourd'hui où le Hezbollah se réveille parce que la Syrie a besoin de montrer qu'elle est toujours présente. Donc, malgré tous les accords de l'ONU sur "tout le monde doit dégager et les milices doivent se démilitariser", le Hezbollah reste là. Donc, on est dans un ensemble où les choses sont complexes et évidemment avec l'exposition au terrorisme sur lequel je ne reviens pas non plus.

Bref, fin de cette première réflexion, nous sommes face à une **zone instable, dont la fracture ne cesse de s'accroître** et s'est d'ailleurs accrue au cours de la décennie. Est-ce que le processus de Barcelone est pour autant caduc, pour reprendre une expression célèbre ? Est-il défaillant ? En tous les cas, le résultat n'est pas à la hauteur des enjeux. Il est vrai qu'il s'inscrivait dans une autre perspective, qui était une perspective de paix justement, de paix au Proche-Orient.

En tous les cas, les choses aussi sont claires : l'Union Européenne a intérêt à éviter l'effondrement de sa frontière Sud.

Sur cette base, la plus lucide possible, quand on regarde le désenchantement des acteurs du processus euro-méditerranéen, je crois qu'il est nécessaire également de **ne pas se tromper dans les critiques** et de cerner les objectifs. Nous entendons beaucoup de récriminations qui peut-être ne sont pas opérantes et qui peut-être, d'ailleurs, nourrissent même le fait qu'elles ne le soient pas.

Premièrement, "le processus de Barcelone n'aurait pas fonctionné parce qu'il y a trop de bureaucratie européenne". Oui, bien sûr ! Mais l'Union Européenne est bureaucratique et elle ne l'est pas plus sur le processus euro-méditerranéen qu'elle ne l'est sur l'ensemble des politiques à l'intérieur de la zone Europe. Pas de fatalité à l'échec pour autant. Au demeurant, les processus, si on veut poser les problèmes, ont été considérablement améliorés.

Deuxième remarque, sur le fait que l'on entend beaucoup dans les colloques ou les débats internationaux, une espèce de discours culpabilisant, culpabilisé, on peut s'échanger les rôles : "l'Union Européenne préfère l'Est". Autant le dire tout de suite, oui ! Lorsque l'Allemagne de l'Ouest a fusionné avec l'Allemagne de l'Est, pour employer des mots simples, on n'a pas demandé l'avis des autres, ils l'ont donné ! Les accords internationaux, d'accord ! Mais c'était quand même quelque chose d'évident, quelque chose sur quoi il aurait fallu donner en effet la troupe pour s'y opposer, alors même que les conséquences étaient énormes. Et il est vrai que de manière très pragmatique, technocratique, le financement de tout ceci, on n'a pas fini de payer, avec la gestion des taux d'intérêt européens, nous n'avons pas encore

l'euro, les taux d'intérêt allemands étaient très importants, donc il a fallu que la France suive les taux d'intérêt allemands, etc. C'était normal, voilà, c'est ainsi ! Donc c'est une critique inopérante.

Autre critique un peu plus vaste, "l'Union Européenne préférerait investir à l'Est". Disons-le, oui ! Ce n'est pas la peine de biaiser. Et pour cause ! Nous avons là des pays européens, mais surtout des pays qui ont fait preuve d'efforts colossaux pour adhérer à l'Union Européenne, avec une volonté politique d'adhésion : "on sait où l'on va, on est candidat, vous nous donnez quinze kilomètres de papier de feuille de route, on va tout remplir et quand on est prêt, on rentre !" C'est quelque chose qui a été fait. Donc, qu'il y ait des investissements massifs dans ces pays-là, c'est normal. Au demeurant, les chiffres des investissements de la Banque Européenne d'Investissement sont à peu près équilibrés entre ses implications dans la zone Est de l'Europe et dans la zone Sud de la Méditerranée. Mais en tous les cas, je crois qu'il est peut-être souhaitable que s'entende de temps en temps le fait qu'il n'y a pas de droit naturel à ce que les pays du Sud aient une équivalence de financements des pays de l'Est. Il faut sortir de cela !

Autre critique que l'on entend beaucoup, "l'Union Européenne impose la zone de libre échange au Sud". Mais si on ne la veut pas, on ne la fait pas, et puis c'est tout ! Il n'y aura pas mort d'homme ! Personne n'impose rien à personne ! Il faut sortir justement d'attitudes infantiles. Les Etats du Sud de la Méditerranée sont adultes, ils décideront ce qu'ils voudront. Cela étant, ils sont mieux placés que ceux qui portent ce genre de critique de ce côté-ci de la Méditerranée. Qu'en serait-il à ce moment-là de l'insertion de ces pays dans le commerce mondial, dans l'économie du monde ? C'est ce qui est important et qui s'impose de toute façon, Union Européenne ou pas ! Je vous signale à cet égard que le nombre de délocalisations de l'Union Européenne dans ces pays-là ne peut aller que croissant dans cette affaire. C'est donc un effort qu'il ne faut pas négliger et qui est inévitable.

On entend également parler du fait que **le déficit commercial est inégal**, indépendamment des hydrocarbures. Oui, il est inégal ! Il faudrait le combler, mais on n'est pas dans l'économie administrée avec l'Union Soviétique, on ne signe pas un accord et puis on va acheter... Non, tout ceci est fini ! L'économie administrée, c'est terminé !

Or, qu'est-ce que l'Union Européenne peut importer des pays de la rive Sud ? Que peuvent-ils exporter ? La question va être vite réglée : quasiment rien. Avec le cas particulier des produits agricoles, sur lequel en effet il y a quelque chose à faire, à condition que l'Union Européenne –je me permets de le dire au passage– ne se mette pas à importer massivement des produits agricoles qui contiennent 80 % d'eau, parce que là nous participerions nous-mêmes à la destruction de l'économie rurale de ces pays.

Bref, on le voit les critiques faites au processus euro-méditerranéen me paraissent relever d'un discours qui est souvent inopérant, alors même que cette tendance à l'éloignement, à la distanciation polie va s'accroître. Le mot de voisinage et non plus celui de partenariat pour qualifier désormais l'espace de la relation euro-méditerranéenne est à cet égard lourd de contenu. Si l'on n'y prend pas garde, et loin des critiques inopérantes, il y a de vraies tendances lourdes à la distanciation. Je voudrais en citer trois.

Tout d'abord, **l'affaire des Balkans**. Je n'y reviens pas, c'est une question qui n'est pas réglée et qui ne se réglera que par les adhésions successives, y

compris la Serbie, qui sera le point d'orgue. Donc, ceci va nous occuper longtemps en Europe et cela va être difficile.

L'affaire turque est évidemment une question majeure. Chez nous, nous avons vu les Turcs comme des Musulmans, mais ce ne sont pas des Arabes ! Veuillez m'excuser de revenir à des choses simples. En Turquie, d'ailleurs, l'Etat a été conçu au moment où dans l'imaginaire collectif, sur lequel je ne me prononce pas, l'émergence du nationalisme arabe poussé par les Britanniques au moment de l'effondrement de l'Empire ottoman a été vécue comme une trahison à l'égard de l'Empire ottoman. Donc, il ne faut pas penser que la Turquie est un premier pas vers les pays arabes : cela n'a strictement rien à voir, c'est bien autre chose ! Et c'est un Etat qui, à l'égard des pays arabes, a tapé dur pour se différencier d'eux : l'abolition du califat, c'est quelque chose dont on est en train de découvrir aujourd'hui l'onde, l'écriture ; le foulard, à l'égard duquel les problèmes franco-français apparaissent comme bénins ; l'affirmation militante, j'allais dire militaire, de la laïcité, et on voit l'excellent livre d'Orhan Pamuk qui vient de sortir, qui a d'ailleurs été primé en France. La Turquie qui est un allié d'Israël, le principal et seul allié d'Israël dans la zone. Et la Turquie qui, par ses frontières mêmes, fait que l'Union Européenne est désormais confrontée à sa propre responsabilité dans la zone frontalière, c'est-à-dire l'Arménie et la Géorgie. Bref, on va continuer !

Le Président roumain est en ce moment reçu à Paris, que nous dit-il ? Nous avons là un pays qui peut-être dans un an, deux s'ils ne sont pas bons élèves, sera membre de l'Union Européenne. Et donc la géopolitique, dont est porteuse la **Roumanie**, va nous amener à des préoccupations par rapport auxquelles la rive Sud de la Méditerranée est sans importance ou de moindre importance, qui sont celles de la Mer Noire et de la Mer Caspienne. Voilà des nouvelles frontières pour l'Union Européenne.

Attention, donc, lorsque l'on fait le bilan du processus de Barcelone, à partir sur des débats faciles et complaisants, d'abord cela n'intéressera personne, n'embraye pas sur l'opinion publique, mais alors même que la réalité fait que peut-être la distanciation va s'aggraver.

C'est dire, pour terminer cette deuxième réflexion, attention aux fausses critiques ! Attention à coller au réel ! J'allais dire, à cet égard, qu'il y a une espèce de triangle visqueux dont on ne sait jamais par quel bout le prendre –c'est toute la difficulté de l'exercice politique mais c'est aussi sa noblesse– entre, d'un côté, une transition économique et politique ou politique et économique, on ne sait pas ce qui va tirer l'autre, le problème de la transition, un indicateur –et cela fait mal à entendre et à dire– mais il n'y en a qu'un qui parle au peuple, c'est celui des phénomènes migratoires, c'est l'indicateur qui nous parle. Et le troisième sommet du triangle, l'Union Européenne, là-dedans, que fait-elle ? Quel est son rôle ? Est-ce qu'elle se barricade ? Ce n'est pas bien. Est-ce qu'elle agit ? Mais comment et avec qui surtout ? Elle n'est pas en territoire conquis, c'est terminé cela ! Donc, quelle est la demande qui est formulée ?

Donc, les questions de **transition** sont évidemment... nous avons avec les Allemands des gens qui ont peut-être une meilleure expérience que nous, les Espagnols également ont vécu ceci : **comment sortir d'une économie de rente ?** Ce n'est pas facile : faiblesse des marchés, cloisonnements, règles juridiques floues. Jean Robert Henry citait mes responsabilités dans l'association Finances

Méditerranée, il est clair que sans système financier, sans système bancaire opérant, il est impossible tout simplement de consommer les crédits que nous avons.

Si une transition est brutale, c'est l'effondrement du pays concerné. Si elle est lente, on ne débouche pas. Et elle est d'autant plus lente, disons-le aussi, que ceux qui sont présents au début d'un processus de transition sont rarement ceux qui seront encore présents à l'issue du processus. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Europe de l'Est, d'ailleurs : c'est la valse en permanence. Donc, c'est difficile.

L'indicateur des **migrations**, regardons les choses clairement. Bien évidemment, les visas qui sont tellement réclamés, c'est une politique qui est issue de l'Union Européenne. Quand on parle de refaire un mur de Berlin, un rideau de fer, il y a une différence majeure, elle est tellement évidente que peut-être on n'en perçoit pas les conséquences : cette fois-ci, c'est le pays de destination qui met le mur. Et donc toutes les personnes soit issues des Etats du Sud, soit issues du reste de l'Afrique, voire même du reste du monde, qui cherchent à rentrer, politiquement là nous sommes confrontés en effet à une réalité qui est que nous ferons tout pour les empêcher. Peut-être que c'est impossible à dire, peut-être que c'est mal dit, peut-être, mais c'est une réalité !

Et ce faisant, nous découvrons tout à coup des processus dont nous ne sommes pas fiers. Nous découvrons qu'il y a encore des terres espagnoles sur la terre marocaine, parce que, franchement, la mer, c'est plus simple quand même. Alors, là, on recommence les rideaux, on va les électrifier, on va bientôt mettre, j'imagine, des tirs automatiques, enfin bref, quelque chose d'épouvantable. Et puis, quand la police marocaine fait son travail, elle fait le sale travail pour nous. Manque de chance, il y a des caméras, c'est-à-dire que l'on voit quand même des gens monter dans des autocars et on les redécouvre en plein désert, quand même à côté de la frontière algérienne, histoire de ne pas perdre la main sur des petites rivalités.

Donc, on sent bien qu'il y a quelque chose de très profond, mais puisque l'on n'en parle pas, puisque l'on est dans le non-dit, dans le politiquement incorrect, c'est fait salement.

Peut-être l'Italie qui a une meilleure élégance dans le geste a mieux géré son affaire avec ce qui se passe à Pantelleria et Lampedusa. Il faut savoir que le quart sud de la Sicile est au sud du Cap Bon. On est donc quand même très au sud. Or les milliers de gens qui arrivent, on ne les voit pas. Par contre, on voit des avions qui partent on ne sait pas où, c'est parce que le Colonel Kadhafi a accepté de les réadmettre, comme on dit. Qu'est-ce qu'ils deviennent ? On ne sait pas.

Donc, il y a là quelque chose d'extrêmement fort, d'extrêmement douloureux, de terrible. Et en même temps, on va ouvrir nos frontières, ainsi, demain matin ? A l'évidence, cela ne se fait pas et probablement, cela ne se fera pas.

En même temps, ce faisant, nous refusons à ces millions d'hommes et de femmes ce qui a été le droit absolu des européens à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} : quand même, ce sont bien les Allemands qui sont la première communauté d'immigrés aux Etats-Unis d'Amérique. On n'y parle pas allemand parce que les Etats-Unis étaient déjà structurés, mais numériquement c'est la communauté allemande qui est la première en nombre. Sans parler de l'Italie qui a vu la moitié de sa population partir en exil dans la même période, fin du XIX^{ème} début du XX^{ème} siècle.

Or, cette fascination, cette possibilité d'une Amérique est évidemment quelque chose qui permet que, globalement, il y a un équilibre qui se fait, à la fois dans le pays qui recueille ces gens et dans le pays qui les voit partir. On n'imagine pas bien l'histoire européenne sans cette possibilité. Face à cela, que nous dit l'Europe ? Est-ce que la seule réponse est l'adhésion ? Ou est-ce que c'est le partenariat ? Mais quel partenariat ? Bref, que demande-t-on à l'Europe ? Là, il y a une troisième phase qui n'est pas claire.

Au demeurant, troisième espace de réflexion que je vous propose, **il y a des problèmes majeurs dans la zone.** Au-delà de l'énorme littérature, des rapports de la Banque mondiale, du PNUD, du programme national des Nations-Unies pour l'environnement, des diagnostics et des propositions multiples. Bien sûr l'Union Européenne jusqu'à présent s'est appuyée sur ce qui fait consensus. Mais c'est sa méthode, c'est sa méthode à l'intérieur même de sa zone. Quand il s'agit de parler avec des partenaires étrangers, il est difficile de faire autrement.

En même temps, on voit bien les limites immédiates de l'exercice et je voudrais donc parler, en citant quelques mots qui sont de véritables oursins dans le débat politique, de **problèmes religieux, d'abord.**

Qu'on le veuille ou non, nous sommes dans l'obligation de repenser notre situation par rapport aux religions, singulièrement en France qui croyait avoir réglé ce problème définitivement après une très longue période de guerres religieuses, dont il faudrait d'ailleurs peut-être réapprendre aux jeunes Français ce qu'elle fut. Il est évident qu'aujourd'hui nous sommes bousculés, et nous n'aimons pas en parler. Le débat religieux est un débat gênant, et nous ne savons pas le mener, d'ailleurs. Et du coup, on entend toutes sortes de bêtises.

Or, le réajustement du discours sur les religions, et singulièrement vis-à-vis de l'Islam, est indispensable, incontournable, parce que si l'on ne fait pas ce travail, on a alors en effet tous les fantasmes sur l'Islam obstacle au développement – pourquoi ?–, l'Islam porteur de fanatisme –pourquoi ?–, j'allais parler des rapports aux femmes, de la polygamie. Mais quand même, quand on lit dans le rapport qui a été remis à M. Prodi, le rapport dit des Sages, il est écrit –et vraiment ce ne sont là que des gens de bonne volonté, bien inspirés– que l'on s'interroge sur comment installer la laïcité au Sud de la Méditerranée. Les données étant ce qu'elles sont, on peut reculer cette étape parce que, si on attend cela, d'abord il y a beaucoup d'arrogance et puis (on élargit les épaules).

Bref, le problème de l'Islam est un problème important, parce que c'est une religion structurante, c'est une religion qui implique réellement chacun des individus qui ont cette foi et qui, en écho, posent à l'intérieur de l'Union Européenne, on l'a bien vu en France avec le problème du voile, une incompréhension qui peut être source de grandes tensions internationales. Peut-être va-t-il falloir, de notre côté, réapprendre et après, apprendre à apprendre les religions ? De la même manière, faudra-t-il –je ne sais pas par quel bout le prendre– que continue de s'amplifier une vision de l'Islam positif, qui n'est pas l'Islam des ignorants mais pas non plus celui des gouvernements.

Le problème de **l'histoire** : on n'avancera pas dans le processus euro-méditerranéen avec des mémoires aussi vives, des plaies à ce point réactives. On le voit avec le débat entre la Turquie et l'Arménie, qui est venu s'inviter de manière

brutale dans le débat au moment du vote du référendum en France. Et bien évidemment, le débat entre la France et l'Algérie, qui est une mémoire qui continue de saigner de part et d'autre de la Méditerranée. D'autant plus quand le Parlement français vote une loi pour dire ce qui doit être enseigné sur le rôle positif. On continue les bêtises ! Tant qu'il n'y a pas d'apaisement des mémoires, toutes les déclarations, voire traités d'amitié, ne sont que feuilles qui sont vouées aux poubelles de l'histoire.

Le problème de l'**identité**, c'est un problème majeur dans les pays du Sud de la Méditerranée et tant que ce problème de l'identité n'est pas clair, il sera inutile de regretter les retards et les rapports des processus bureaucratiques européens. Nous serons exposés à des revendications fantasmatiques de notre passé, aux manipulations, surtout lorsque l'identité est laissée à la religion. La limite et l'identité, son identité à un phénomène religieux, c'est extrêmement grave parce que probablement c'est faux en soi mais parce que cela peut devenir vrai par rapport à l'autre, dans les deux sens d'ailleurs. "L'Europe s'arrête là où il y a les Musulmans", c'est quelque chose qui parle. Et puis "le Nord de l'Europe, ce sont les infidèles", etc.

Donc des problèmes de ce type, pour terminer rapidement sur cet espace, sur les mots qui manquent dans le débat politique et qui expliquent le côté embrayage qui patine à côté de belles déclarations et de dispositifs imposants, celui au fond de la **légitimité**. Sid Ahmed Ghazali l'a développé sur le thème de la **démocratie**. Je me permettrai d'aller un peu plus loin justement.

Ce n'est pas une valeur en soi. Nous, c'est notre valeur, très bien, mais le problème sans fin par rapport aux pays du Sud est celui du développement : comment favoriser un développement s'il n'y a pas de démocratie ? C'est possible, la Chine nous le montre. C'est possible, l'embarras des Européens à l'égard du régime tunisien est largement dû à ses bons résultats économiques. Mais au fond, on a parlé d'état de droit : en faisant cela c'est tout le problème de la légitimité qui est posé. C'est-à-dire : qu'est-ce qui va être possible à un moment pour un groupe d'individus d'accepter si, d'une manière générale, ce groupe se sent dépossédé des décisions qui sont prises en son nom ? Et de fait, il l'est ! Donc, comment réapproprier par l'individu l'ensemble du dispositif qui est en train de se développer ?

Nous sommes donc dans une situation difficile et l'inégalité de développement entre les deux rives de la Méditerranée pose évidemment des problèmes majeurs. Imaginons que nous soyons un peuple franco-allemand, qu'en 1970 il y ait eu 15 millions de Français travaillant en Allemagne dans les tâches les plus ingrates, quelques millions d'autres clandestins, plus quelques millions d'autres qui n'aspiraient qu'à partir parce qu'en France il n'y aurait pas de travail. Il n'aurait pas pu y avoir de réconciliation et de paix entre ces deux peuples sur ces bases. Donc, dans la légitimité : qui va avoir le talent pour à la fois insérer un pays dans le développement et, en même temps, faire en sorte que l'individu de base se sente concerné ?

Je conclurai rapidement sur le quatrième espace de réflexion, sur le mur ou les ponts, sur le concept de **voisins ou partenaires**. Déjà il y a une dérive sémantique qui n'est pas neutre. Les perspectives sont évidemment et certainement institutionnelles, quoique... Je vous rappelle que l'Union Européenne avait déclaré l'année 2006 l'année de la Méditerranée. Cela aura beaucoup ému les foules.

Le partenariat, compte tenu de tout ce que je viens de dire, prenons-en acte, est un partenariat asymétrique, c'est une donnée. Le sud revendique t il vraiment un statut de partenaire ? Se conçoit-il comme une entité ? De plus, la Méditerranée occidentale n'est pas la Méditerranée orientale. A force de tout globaliser, on n'avance pas. A ce sujet d'ailleurs, on remarque justement que c'est souvent hors du processus de Barcelone qu'on peut avancer. 5 + 5 et bilatéral, il n'y a pas que les Français qui sont bons là-dedans, d'autres sont meilleurs que nous !

Il y a évidemment tout le volet des réformes internes à l'Union Européenne, mais ce sera le plus facile, le Parlement euro-méditerranéen, l'ajustement entre la Commission et la PESC, la Politique Extérieure de Sécurité Commune, il y a une contradiction dans le mode opératoire de l'institution bruxelloise. Une banque européenne et non pas une filiale ou un compte à part de la BEI, non pas pour se faire plaisir, mais pour permettre une vraie mobilisation des capitaux de l'émigration, déjà, et pour permettre de récupérer une grande partie de l'épargne de ces pays qui se promène ailleurs. La fondation Anna Lindh, pour la culture, qui prend ses marques en ce moment à Alexandrie.

D'une manière générale et de manière très pragmatique, la circulation dans les deux sens, mais avec, en ce qui concerne la circulation des personnes, une garantie du retour. Car quand on parle de la Chine, indépendamment du pouvoir policier et éclairé, on ne comprend rien au développement de la Chine si on n'intègre pas le retour massif des étudiants qui ont été envoyés à l'étranger et qui reviennent et qui ont intérêt à revenir. Car ils pouvaient parfaitement rester à l'étranger, ils étaient libres de rester, parce qu'une demande de statut de réfugié, on l'obtient. Mais ils sont revenus ! Qu'est-ce que cela signifie ?

Et la mobilisation des financements de la diaspora. Bien évidemment le développement de tout ce qui est éducation, universités, chercheurs, tous ces programmes autour d'Erasmus, etc., sans que tout repose sur les Etats dont on voit qu'ils sont déjà à la limite de leurs capacités.

Pour terminer, Mesdames et messieurs, je crois que le plus important sera évidemment ce qui se passera dans les têtes et dans les cœurs et donc le volet culturel. Aujourd'hui, cette zone Sud de la Méditerranée, et c'est peut-être là où sa pauvreté est la plus dramatique : il n'y a quasiment pas de production littéraire, indépendamment des productions religieuses. Donc il n'y a pas d'émission de production, mais il n'y a pas non plus de traduction. (...)

Mais elle restera concernée par **sa frontière**. Les Etats-Unis ne sont jamais fiables sur le long terme, et les empires disparaissent. Plus l'intelligence politique, qui est en ce moment défiée, consiste à savoir traiter un ensemble flou. D'ailleurs, le mot même d'euro-Méditerranée est un mot ambigu, parce que l'on comprend ce qu'est l'euro mais la Méditerranée, est-ce que c'est la Méditerranée de l'euro ou ? On ne sait pas quoi, on n'ose pas le dire. D'ailleurs, les Américains se proposent de parler de processus transméditerranéen.

Donc c'est un ensemble flou dont l'imaginaire n'est pas le même. Or, l'imaginaire est extrêmement porteur dans les grandes luttes des peuples, puisqu'il ne s'agit ni de refaire l'empire romain, après avoir fait l'empire carolingien, ni de refaire l'Alandalous ou l'empire ottoman.

Bref, c'est une zone de grands mythes, c'est une zone d'utopies majeures. Le tout est de savoir les partager. Et pour les partager, il faut d'abord les comprendre. A nous de ne pas les gâcher et, à cet égard, le fait que dans deux ou trois jours, à Barcelone, se réunit pour la première fois, cette fois-ci au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement, l'ensemble des responsables politiques de la zone, est quand même, malgré tout, extrêmement réconfortant. Le jeu continue.

Merci, Mesdames et Messieurs.

(Applaudissements dans la salle)

* * *



2^e Forum franco-allemand de la Méditerranée

Organisé par
le Centre Franco-Allemand de Provence,
la Fondation Friedrich-Ebert, Bureau de Paris
et l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)
sous le haut patronage de Mme Christiane Gnodtke, Consul Général d'Allemagne
et de Mme Maryse Joissains-Masini, Député-Maire d'Aix-en-Provence, Président de la Communauté du Pays d'Aix-en-Provence

Scénarios euro - méditerranéens

Aix-en-Provence
24 – 26 novembre 2005

Coordination scientifique : Jean-Robert Henry et Winfried Veit

Traduction simultanée français-allemand

Programme

Jeudi 24 novembre 2005

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Amphithéâtre,
5 rue du Château de l'Horloge, Aix-en-Provence

Accueil des participants, à partir de 17 H 30

18h00

Allocution de Joachim Rothacker, directeur du Centre Franco-Allemand de Provence

Conférences

L'avenir euro-méditerranéen

Sid Ahmed Ghozali, ancien premier ministre algérien

Philippe San Marco, secrétaire général du Centre de géostratégie de l'ENS (Ulm)

19h30 Apéritif et dîner sur place

Vendredi 25 novembre 2005

Hôtel Aquabella, 2, rue des étuves, Aix en Provence

9h00 Ouverture

Eberhard Kienle, directeur de l'IREMAM

Joachim Rothacker, directeur du Centre Franco-Allemand de Provence

Stéphane Salord, adjoint au Maire, Délégué au développement économique et à la vie culturelle, Vice-président de la Communauté du Pays d'Aix

Winfried Veit, directeur du bureau parisien de la Fondation Friedrich Ebert (FES)

Vendredi 25 novembre 2005

Hôtel Aquabella, 2, rue des étuves, Aix-en-Provence

9h15 -11h

Première table ronde

Séparation ou rapprochement : du partenariat au voisinage

Exposé préliminaire: Andrä Gärber, Directeur du département Proche-Orient, FES Berlin

Participants:

Mahmoud Ben Romdhane, Professeur des universités, Université de Tunis

Christian Graeff, Ambassadeur de France

Eberhard Kienle, directeur de l'IREMAM

Nada Yafi, Direction de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Ministère des Affaires Etrangères, Paris

Christoph Zöpel, ancien ministre délégué des affaires européennes

Modération : Ahmed Mahiou, Directeur de recherches au CNRS

Débat

11h00-11h30 Pause-café

11h30-13h30

Deuxième table ronde

Les scénarios intégrateurs d'un espace commun

Exposé préliminaire: Jean-Robert Henry, Directeur de recherches à l'IREMAM

Participants :

Omar Akalay, économiste, président de l'Association pour la promotion de Tanger

Ali Bensaad, maître de conférences à l'Université de Provence

Nahed Ezz El Deen Abdel Fattah, Maître des conférences à l'Université du Caire

Hartmut Elsenhans, professeur de sciences politiques à l'Université de Leipzig

Paul Ramadier, ancien haut-fonctionnaire à la Commission Européenne

Modération: Rostane Mehdi, Professeur des Universités, directeur du CERIC

Débat

13h30-15h Déjeuner

15h-17h

Troisième table ronde

La question des cercles concentriques

Exposé préliminaire: Winfried Veit, Directeur, FES Paris

Participants:

Gilbert Benhayoun, Professeur à l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III)

Amiral Benoît de Chermont, Fondation Méditerranéenne d'études stratégiques, Toulon

Gérard Groc, Chercheur IREMAM

Eberhard Rhein, Center for european policy, Bruxelles

Modération : Christoph Moosbauer, ancien député, Université de Munich

Débat

Soirée Buffet dînatoire au Musée des Tapisseries, Palais de l'Archevêché

Samedi 26 novembre 2005

Institut d'Etudes Politiques, 25, rue Gaston de Saporta, 13625 Aix-en-Provence

9h30-11h30 Deux groupes de travail (en parallèle)

Perspectives franco-allemandes dans l'espace méditerranéen

Introduction

Christian Graeff, Ambassadeur de France

Participants

André Gärber, directeur du Département Proche Orient, FES Berlin

Jean-Robert Henry, IREMAM

Eberhard Kienle, directeur IREMAM

Christoph Moosbauer, Université de Munich

Eberhard Rhein, Center for european policy, Bruxelles

Winfried Veit, directeur du bureau parisien de la Fondation Friedrich Ebert (FES)

Rapportrice : Isabel Schäfer, chercheur au Centre d'études sur le Moyen-Orient de la Freie Universität de Berlin

Migration, Formation et Intégration

Introductions

Gisela Baumgratz - Gangl, Institut Fédéral de la Formation Professionnelle (BBI), Bonn

Participants:

Mustapha Belhareth, directeur de l'Institut de Transport et de Logistique de Sousse

Adel Ben Nasr, professeur de droit à l'Université de Manouba, Tunis

Hartmut Elsenhans, professeur à l'Université de Leipzig

Heinrich Lieser, directeur Général de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie à Paris

Nicolas Moll, Office Franco-Allemand de la Jeunesse (OFAJ)

Ralph Piotrowski, département Proche-Orient, FES Berlin

Rolf Renner, Université de Fribourg

Moncef Taous, directeur de l'Institut Supérieur de Langues appliqués de l'Université Monastir

Modérateur: Achim Vogt, département Proche-Orient, FES Berlin

Rapporteur : Werner Zettelmeier, Centre d'Information et de Recherche sur l'Allemagne contemporaine Cergy-Pontoise

11h30

Séance plénière : Rapports des groupes de travail

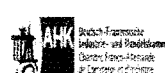
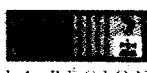
- **Conclusions** du Forum par **Maurice Flory**, Professeur honoraire à l'Université Paul Cézanne

- Synthèse de la rencontre organisée par CALAME à Marseille, par **Jean-Louis Guigou**

13h Déjeuner (MMSH) avec les participants de la rencontre CALAME

Après-midi libre ou à 16h30: visite d'un domaine viticole avec dégustation (réservation obligatoire, part.12€)

Nous remercions de leur soutien : La ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Consulat Général d'Allemagne à Marseille, le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires, la Chambre franco-allemande de Commerce et d'Industrie à Paris, l'Institut d'Etudes Politiques à Aix-en-Provence.



Participants au 2^{ème} Forum Franco-Allemand de la Méditerranée, du 24 au 26 à Aix-en-Provence

| | Nom | Prenom | Institution | Titre | Adresse E-mail |
|----------|----------------------|-------------------|--|---------------------------------------|--|
| Madame | ABDEL FATTA | Nahed Ezz El Deen | Université du Caire | Maître de Conférence | sawra2002@yahoo.com |
| Monsieur | AKALAY | Omar | Economiste, Président de l'Association pour la promotion de Tanger | | |
| Madame | BAUMGRATZ-GANGL | Gisela | Institut Fédéral de la Formation Professionnelle (BIBB) | | GiselaBaumgratz@aol.com |
| Monsieur | BELHARETH | Mustapha | Institut de Transport et de Logistique | Directeur | mustapha.benhareth@istls.rnu.tn |
| Monsieur | BENHAYOUN | Gilbert | Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III) | Professeur | |
| Monsieur | BEN NASR | Adel | Université de Manouba | Professeur de droit | par_moncef.taous@islaatm.rnu.tn |
| Monsieur | BEN ROMDHANE | Mahmoud | Université de Tunis | Professeur des universités | mromdhan@gnet.tn |
| Monsieur | BENSAAD | Ali | Université de Provence | Maître de Conférence | |
| Monsieur | BÖHMER | Alexander | OECD Paris | | |
| Monsieur | ELSENHANS | Hartmut | Université de Leipzig | Professeur | sekelse@rz.uni-leipzig.de |
| Monsieur | FLORY | Maurice | Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III) | Professeur Honoraire | mauriceflory@libertysurf.fr |
| Monsieur | GÄRBER | Andrä | Fondation Friedrich Ebert Berlin, Département Proche-Orient | Directeur | andrae.gaerber@fes.de |
| Monsieur | GHOZALI | Sid Ahmed | | Ancien Premier Ministre algérien | g_sid_ahmed@hotmail.com |
| Madame | GNODTKE | Christiane | Consulat Général d'Allemagne, Marseille | Consul Général d'Allemagne | generalkonsulat.marseille@tiscali.fr |
| Monsieur | GRAEFF | Christian | Ambassade de France | Ambassadeur de France | |
| Monsieur | GROC | Gérard | Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM) | Chercheur | groc@mmsh.univ-aix.fr |
| Monsieur | HAUG | Guy | Commission Européenne, Education et Culture | Directeur Général | guy.haug@cec.eu.int |
| Madame | HAUG | Ute | Fondation Friedrich Ebert, Paris | | ute.haug@fesparis.de |
| Monsieur | HENRY | Jean-Robert | Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM) | Directeur de recherches | henry@mmsh.univ-aix.fr |
| Madame | JOBERT | Christine | Centre Franco-Allemand de Provence | Assistante | cafap@wanadoo.fr |
| Madame | JOISSAINS-MASINI | Maryse | Marie d'Aix-en-Provence - Communauté du Pays d'Aix | Député-Maire d'Aix-en-Provence | |
| Monsieur | KIENLE | Eberhard | Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM) | Directeur | |
| Amiral | LE MASNE de CHERMONT | Benoît | Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques (FMS) | | |
| Monsieur | LIESER | Heinrich | Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie Paris | Directeur Général | hliester@francoallemand.com |
| Monsieur | MAHIOU | Ahmed | Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) | Directeur de recherches | |
| Monsieur | MEHDI | Rostane | Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires (CERIC) | Directeur, Professeur des Universités | |
| Monsieur | MOLL | Nicolas | Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) | Bureau formation interculturelle | moll@dfw.org |
| Monsieur | MOOSBAUER | Christoph | Université de Munich | Ancien Député | moosbauer@concilius.com |
| Monsieur | PIOTROWSKI | Ralph | Fondation Friedrich Ebert, Berlin | Département Proche-Orient | ralph.piotrowski@fes.de |
| Monsieur | RAMADIER | Paul | Commission Européenne | Ancien Haut-Fonctionnaire | |
| Monsieur | RENNER | Rolf | Frankreichzentrum de l'Université de Fribourg | Président | rrenner@netcourrier.com |
| Monsieur | RHEIN | Eberhard | European Policy Centre, Bruxelles | | rhein@tiscali.be |
| Monsieur | ROTHACKER | Joachim | Centre Franco-Allemand de Provence | Directeur | cfaprovence@wanadoo.fr |
| Monsieur | SALORD | Stéphane | Marie d'Aix-en-Provence - Communauté du Pays d'Aix | Adjoint au Maire | salords@mairie-aixenprovence.fr |
| Madame | SANCHEZ | Catherine | Centre Franco-Allemand de Provence | Assistante | cfaprovence@wanadoo.fr |
| Monsieur | SAN MARCO | Philippe | Centre de géostratégie de l'ENS, Ulm | Secrétaire Général | |
| Madame | SCHÄFER | Isabel | Centre d'Etudes Politiques sur le Moyen Orient | Chercheur | isasch@zedat.fu-berlin.de |
| Madame | SCHIEFERSTEIN | Liane | Fondation Friedrich Ebert, Paris | Stagiaire | liane.schieferstein@fesparis.fr |
| Madame | STAMM | Fanette | Centre Franco-Allemand de Provence | Membre | cfaprovence@wanadoo.fr |
| Monsieur | TAOUS | Moncef | Institut Supérieur de Langues appliquées de l'Université Monastir | Directeur | moncef.taous@islaatm.rnu.tn |
| Monsieur | VEIT | Winfried | Fondation Friedrich Ebert, Paris | Directeur | winfried.veit@fesparis.de |
| Monsieur | VOGT | Achim | Fondation Friedrich Ebert, Berlin | Département Proche-Orient | achim.vogt@fes.de |
| Madame | YALI | Nadia | Représentante du Ministère des Affaires Etrangères, Paris | | |
| Monsieur | ZETTELMEIER | Werner | Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC) | | Werner.Zettelmeier@cirac.u-cergy.fr |
| Monsieur | ZÖPEL | Christoph | Ancien Ministre délégué aux affaires européenne | | |